

En fait, les réductions décidées pour 1985-1986 représentent le tiers des dépenses prévues. Pour les neuf premiers mois de mise en œuvre du programme, 381 projets avaient été approuvés. Les nouvelles règles décrétées par le ministre auraient écarté 69 de ces projets lesquels représentent plus de 41 p. 100 des fonds engagés. A raison de \$9,500 par année par emploi crée, ces réductions de 525 millions vont entraîner la perte de 55,000 emplois d'ici trois ans.

Pour terminer, monsieur le Président, j'estime qu'il doit exister un autre choix politique que ce sabrage systématique. Le Nouveau parti démocratique représente ce choix politique, dont la doctrine, loin de repousser l'entreprise privée, est de lui fournir appui et inspiration.

M. Nickerson: Je pense, monsieur le Président, que le Nouveau parti démocratique devrait faire preuve de logique. Pendant que le chef de ce parti dénonce les quêtés en Cadillac, le député prend leur défense en réclamant de leur verser encore plus d'argent. J'aimerais simplement, monsieur le Président, que ces députés accordent leurs violons et tiennent tous le même discours.

M. Langdon: Monsieur le Président, je présume que les députés sont portés à écouter moins attentivement qu'ils ne le devraient les discours de leurs nouveaux collègues. Toutefois, je dois dire que je parlais précisément de l'approche que préconise notre parti. Nous voulons que toute aide accordée aux industries du secteur privé soit accompagnée d'un engagement relatif à la création d'un certain nombre d'emplois.

Comme le député le sait, j'en suis persuadé, c'est précisément ce qui se produit lors de l'octroi de subventions aux termes du programme d'expansion industrielle et régionale. Chaque compagnie qui obtient une aide de ce genre doit promettre au gouvernement de créer des emplois, dire où ils seront situés et quelle sera la formation associée à ces emplois.

Nous avons examiné ce programme et nous l'avons appuyé, tout comme le parti conservateur, quand le projet de loi a été étudié lors de la dernière législature, car nous devions alors entrer en association avec le secteur privé, collaboration garantissant des résultats, à la différence des relations plus ou moins floues qui s'établissent quand on accorde des dégrèvements fiscaux sans aucune garantie quant aux résultats.

● (1200)

Au cours des neuf premiers mois d'application de ce programme, je le répète, le financement accordé a permis de créer 35,000 emplois. Je souligne à nouveau que 41 p. 100 de ces fonds n'auraient pu être distribués aux termes des nouvelles règles que le ministre vient de proposer. Par votre intermédiaire, monsieur le Président, je signale à tous les députés conservateurs que ma circonscription, Essex-Windsor, n'est pas touchée. Elle est de celles qui continueront à recevoir des subventions aux termes de ce programme. Mais dans la moitié des circonscriptions au Canada, la plupart représentées par des députés conservateurs, l'industrie qui pouvait auparavant obtenir un soutien à des fins de modernisation, d'expansion et de réorganisation pour relever les défis à venir, ne pourra plus le faire. J'invite donc instamment les députés conservateurs, lors de la prochaine séance de leur caucus, à s'enquérir auprès de

leurs dirigeants de ces réductions importantes et néfastes dont souffriront leurs électeurs.

Je dois signaler que le communiqué exposant tous ces changements a été publié vendredi après-midi. Quand j'étais journaliste parlementaire, nous étions particulièrement méfiants des communiqués remis le vendredi après-midi, notamment avant une longue fin de semaine. C'est que le vendredi après-midi, les communiqués annonçant de mauvaises nouvelles n'attiraient guère l'attention. Je recommande aux députés conservateurs d'examiner le communiqué et les changements détaillés qui y figurent pour voir tout le tort que ces changements feront, à eux et à leurs localités. Il s'associeront peut-être alors à moi pour formuler certaines critiques au lieu de s'en prendre à moi.

M. St. Germain: Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de son premier discours et lui souhaiter la bienvenue à la Chambre. De toute évidence, ce n'est pas un nouveau venu ici, car il devait, je présume, prendre place à cet endroit privilégié qu'est la tribune des journalistes. J'ai constaté avec plaisir qu'il était d'accord avec nous dans la plupart des cas.

Mme Mitchell: Vous n'écoutez pas non plus.

M. Gauthier: Il n'écoute pas très attentivement.

M. St. Germain: J'écoutais. C'est ce qu'on pouvait reprocher aux libéraux; ils ne nous écoutaient jamais et c'est pourquoi le Canada est aux prises avec tant de problèmes.

Le député rappelle que nous devons procéder à des changements et c'est ce que nous faisons. Nous avons apporté ceux qui s'imposaient. J'ignore quelles sont les compétences du député en matière commerciale mais il admettra que le problème au Canada, c'est qu'il y a eu trop de subventions distribuées par l'équipe qui siège à sa droite. Cette équipe-là a gaspillé toutes nos ressources en subventions, et maintenant nous devons redonner au pays le sens des responsabilités financières.

S'il n'y a pas d'emploi, c'est parce que nous sommes aux prises avec des taux d'intérêt élevés attribuables aux déficits du gouvernement libéral. Je voudrais que le député s'en tienne au véritable problème qui est la cherté de l'argent mis à la disposition des entreprises. C'est une question non pas de subventions, mais de taux d'intérêt tellement élevés que les entreprises ne peuvent pas prendre de l'expansion et créer des emplois. A quoi sert une subvention de 30 p. 100 lorsqu'on sait fort bien qu'on va finir fauché de toute façon. Je voudrais que le député me dise pourquoi il ne s'en tient pas essentiellement au véritable problème: les taux d'intérêt élevés.

M. Waddell: Nous l'avons fait pendant toute une année.

M. Langdon: Monsieur le Président, je suis très heureux d'apprendre que le NPD peut compter sur le député dans sa lutte incessante contre les taux d'intérêt élevés. J'espère que, lorsque les membres du caucus conservateur parleront de ces compressions dommageables qu'on est en train de pratiquer dans les subventions au Programme de développement industriel régional, ils en profiteront pour convaincre le gouvernement d'agir pour faire baisser les taux d'intérêt. Comme l'a fait remarquer le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), nous avons maintenant les taux d'intérêt réels les plus élevés de notre histoire.